



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Mobilité
et des Travaux publics

Administration des chemins de fer

Stratégie et prestations de l'ACF en matière de surveillance



| | | |
|---|--|---|
| Stratégie et prestations de l'ACF en matière de surveillance | | GA ACF 008 |
| Date création : 23/05/2014 | Validité à partir du : 08/09/2019 | Version : 1.4 |
| Préparé par | Validé par | Approuvé par |
| René SCHOLTES | Georges SCHOLER | Marc OESTREICHER |
| | | Directeur |
| Date : 29/07/2019 | Date : 29/07/2019 | Date : 19/08/2019 |
|  |  |  |

| Version | Date | Modification/description | Auteur |
|---------|------------|---|--------------------------|
| 1.0 | 23.05.2014 | Nouveau document | G. Scholer / R. Scholtes |
| 1.1 | 05.02.2015 | Mise à jour | B. Dekic |
| 1.2 | 18.09.2017 | Mise à jour | F. Weber |
| 1.3 | 10.08.2018 | Mise à jour | F. Weber |
| 1.4 | 29.07.2019 | Mise à jour suite au Règlement 2018/761 | R. Scholtes |

Remarque :

Ce document est la propriété de l'Administration des chemins de fer. Une fois imprimé, ce document n'est plus tenu à jour.



Table des matières

| | |
|--|----|
| Préambule | 5 |
| 1. Termes et définitions | 6 |
| 1.1 ACF..... | 6 |
| 1.2 EF | 6 |
| 1.3 GI | 6 |
| 1.4 Surveillance | 6 |
| 1.5 Plan de surveillance..... | 7 |
| 1.6 Audit de surveillance / Audit complémentaire | 7 |
| 1.7 Inspection / Inspection complémentaire | 7 |
| 1.8 Contrôle / Contrôle complémentaire..... | 8 |
| 1.9 Système d'évaluation | 8 |
| 1.10 Non-conformité | 8 |
| 2. Objet et champ d'application..... | 9 |
| 2.1 Généralités | 9 |
| 2.2 Périmètre d'application..... | 9 |
| 2.3 Constatations diverses | 10 |
| 2.4 Coopération avec l'Agence ferroviaire Européenne (EUAR)..... | 10 |
| 3. Références réglementaires | 10 |
| 3.1 Références légales européennes..... | 10 |
| 3.2 Références légales nationales | 11 |
| 3.3 Autres | 11 |
| 4. Principes de surveillance | 11 |
| 4.1 Principes de surveillance des EF..... | 12 |
| 4.2 Principes de surveillance du GI..... | 13 |
| 4.3 Principes de surveillance du Centre de formation | 14 |
| 4.4 Principes de surveillance des examinateurs..... | 14 |
| 5. Stratégie et plans de surveillance | 15 |
| 5.1 Plan de surveillance d'un certificat de sécurité | 16 |
| 5.2 Plan de surveillance d'un agrément de sécurité | 16 |
| 6. Mise en œuvre des plans de surveillance | 17 |
| 6.1 Surveillance du certificat de sécurité | 17 |
| 6.2 Surveillance de l'agrément de sécurité | 17 |
| 7. Eléments nécessaires à la surveillance..... | 17 |
| 7.1 Surveillance du certificat de sécurité | 17 |
| 7.2 Surveillance de l'agrément de sécurité | 18 |
| 8. Communication de la stratégie et du ou des plans de surveillance..... | 18 |
| 8.1 Communication du processus de surveillance pour l'ensemble de l'activité | 18 |



| | | |
|---|---|----|
| 8.2 | Communication des objectifs généraux de la stratégie aux EF et GI | 19 |
| 8.3 | Communication sur la mise en œuvre et le suivi du ou des plans de surveillance | 19 |
| 9. | Réalisation de la stratégie et du ou des plans de surveillance | 20 |
| 9.1 | Réalisation du ou des plans de surveillance | 20 |
| 9.2 | Rapport d'opération de surveillance et gestion des résultats | 20 |
| 9.3 | Critères de décision | 20 |
| 9.4 | Evaluer l'adéquation de tout plan d'action développé et mis en œuvre pour remédier à toute non-conformité. | 23 |
| 10. | Résultats des activités de surveillance | 23 |
| 10.1 | Vérification de l'efficacité du système de gestion de la sécurité | 23 |
| 10.2 | Publication de la performance globale de sécurité et sur l'efficacité du cadre réglementaire de la sécurité | 24 |
| 11. | Réexamen des activités de surveillance | 25 |
| 11.1 | Données d'entrée de la revue | 25 |
| 11.2 | Résultats de la revue | 25 |
| 11.3 | Communication à l'Etat membre | 26 |
| 12. | Méthodes de surveillance | 26 |
| 12.1 | Techniques utilisées pour exercer la surveillance | 26 |
| 12.2 | Les auditeurs ACF | 27 |
| 12.3 | Procédure de surveillance | 28 |
| 12.4 | Confidentialité et non-conflit d'intérêt des auditeurs ACF | 28 |
| 12.5 | Coordination et coopération | 28 |
| 12.6 | Traitement des recours du GI et des EF | 29 |
| Annexe 1 : Critères d'établissement du ou des plans de surveillance | | 31 |
| Annexe 2 : Processus de surveillance | | 35 |



Préambule

Le présent document contient des extraits de textes réglementaires :

- Les dispositions du **Règlement (UE) N° 2018/761** de la Commission concernant une méthode de sécurité commune aux fins de la surveillance exercée par les autorités nationales de sécurité après la délivrance d'un certificat de sécurité ou d'un agrément de sécurité, ci-après Règlement N° 2018/761 sont en italique marron.
- Les dispositions du **Règlement (UE) N° 1158/2010** de la Commission relatif à une méthode de sécurité commune pour l'évaluation de la conformité aux exigences pour l'obtention de certificats de sécurité ferroviaire, ci-après Règlement N° 1058/2010, sont en italique vert.
- Les dispositions du **Règlement (UE) N° 1169/2010** de la Commission relatif à une méthode de sécurité commune pour l'évaluation de la conformité aux exigences pour l'obtention d'un agrément de sécurité ferroviaire, ci-après Règlement N° 1069/2010, sont en italique bleu.

| | | |
|-------------------------------|--|---------------|
| Page 5/35 | Stratégie et prestations de l'ACF en matière de surveillance | GA_ACF_008 |
| Date de création : 23/05/2014 | Validité à partir du 08/09/2019 | Version : 1.4 |



1. Termes et définitions

Aux fins du présent document, on entend par:

1.1 ACF

Suivant l'art. 2 q) de la loi modifiée du 22 juillet 2009 relative à la sécurité ferroviaire, «Administration des chemins de fer», l'administration publique instituée par la loi modifiée du 22 juillet 2009 relative à la sécurité comme organisme national chargé des tâches relatives à la sécurité des chemins de fer conformément à la directive modifiée 2004/49/CE.

1.2 EF

Suivant l'Art 2 c) de la loi modifiée du 22 juillet 2009 relative à la sécurité ferroviaire, «Entreprise Ferroviaire», toute entreprise à statut privé ou public dont l'activité principale est la fourniture de prestations de transport de marchandises et/ou de voyageurs par chemin de fer, la traction devant obligatoirement être assurée par cette entreprise; ce terme recouvre aussi les entreprises qui assurent uniquement la traction.

1.3 GI

Suivant l'Art 2 b) de la loi modifiée du 22 juillet 2009 relative à la sécurité ferroviaire, «Gestionnaire d'Infrastructure», entreprise chargée en particulier de l'établissement et de l'entretien de l'infrastructure ferroviaire, telle qu'elle est définie à l'article 3 de la directive 91/440/CEE modifiée.

1.4 Surveillance

Règl. (UE) 1158/2010 Article 2 - Définition

Aux fins du présent règlement, on entend par: «surveillance», les dispositions prises par l'autorité nationale de sécurité pour surveiller les performances en matière de sécurité après qu'elle a accordé un certificat de sécurité.

Règl. (UE) 1169/2010 Article 2 - Surveillance

Après avoir accordé un agrément de sécurité, les autorités nationales de sécurité surveillent la continuité de la mise en œuvre, par les gestionnaires de l'infrastructure, de leur système de gestion de la sécurité, et appliquent les principes de surveillance exposés à l'annexe III.



1.5 Plan de surveillance

Le calendrier établi par l'ACF pour planifier, suivre et adapter ses missions en matière de surveillance.

1.6 Audit de surveillance / Audit complémentaire

Le processus méthodique, indépendant et documenté permet d'obtenir des preuves d'audit et de les évaluer de manière objective pour déterminer dans quelle mesure les critères d'audit sont satisfaits (EN ISO 19011).

Dans le cas d'une EF, les preuves d'audit sont les procédures et la manière par lesquels une EF continue de satisfaire aux critères d'évaluation après l'obtention d'un certificat de sécurité (A et/ou B).

Dans le cas d'un GI, les preuves d'audit sont les procédures et la manière par lesquels un GI continue de satisfaire aux critères d'évaluation après l'obtention d'un agrément de sécurité.

En cas de constatation d'une ou de plusieurs non-conformités par l'ACF, un audit complémentaire peut être effectué pour vérifier si la ou les mesure(s) prise(s) par une EF ou un GI sont suffisantes (mesures réalisées ou entamées et délais fixés ou convenus) pour lever la ou les non-conformités.

Lors des audits réalisés par l'ACF, l'application des procédures sur le terrain ainsi que certains aspects opérationnels sont également vérifiés.

Les audits de surveillance et les audits complémentaires sont des activités annoncées, qui se font par échantillonnage.

1.7 Inspection / Inspection complémentaire

Vérification permettant de constater la conformité d'un sous-système, d'un véhicule ou d'une prestation aux exigences des référentiels de sécurité ferroviaire, notamment les règles de sécurité. Les sujets traités concernent principalement la composition des trains, les catégories de personnel affectées à des tâches de sécurité, la conformité du matériel roulant et des installations ferroviaires, ainsi que tout autre élément, faisant partie du domaine opérationnel.

En cas de constatation d'une ou de plusieurs non-conformités par l'ACF, une inspection complémentaire peut être effectuée pour vérifier si la ou les mesure(s) prise(s) par l'EF ou le GI sont suffisantes (mesures réalisées ou entamées et délais fixés ou convenus) pour lever la ou les non-conformités.

Les inspections et les inspections complémentaires qui se font par échantillonnage peuvent avoir lieu inopinément.



1.8 Contrôle / Contrôle complémentaire

Après l'établissement d'une autorisation de mise en service, le contrôle permet de constater l'intégration en sécurité conformément à l'article 4, paragraphe 3, et à l'article 6, paragraphe 3, de la directive 2004/49/CE d'un sous-système ou d'un véhicule sur base du dossier technique présenté dans le cadre d'une demande d'autorisation de mise en service.

En cas de constatation d'une ou de plusieurs non-conformités par l'ACF lors d'un contrôle, un contrôle complémentaire peut être effectué pour vérifier si la ou les mesure(s) prise(s) par le détenteur de l'autorisation sont suffisantes (mesures entamées et délais) pour lever la ou les non-conformités.

Les contrôles et les contrôles complémentaires qui se font par échantillonnage sont des activités annoncées.

1.9 Système d'évaluation

Le système d'évaluation permet de distinguer selon le point 9.3 entre :

- les non-conformités bloquantes (opinion A), ces non-conformités doivent être réglées par l'audit à court terme afin de permettre à l'ACF de lever les points bloquants. Autrement l'ACF pourra déclencher la procédure pour le retrait ou la mise en suspens du certificat ou de l'agrément de sécurité, de la licence de conducteur de train ou la mise hors service temporaire du matériel roulant ou de l'installation ferroviaire ;
- les non-conformités non-bloquantes (opinion B) faisant l'objet d'une recommandation d'amélioration majeure à mettre en œuvre dans un délai approprié ;
- les non-conformités non-bloquantes (opinion C) faisant l'objet d'une recommandation d'amélioration mineure à mettre en œuvre dans un délai approprié ;
- les éléments validés conformes avec remarques (opinion CD) faisant l'objet d'une remarque d'amélioration et demandant un plan d'action du surveillé ;
- les éléments validés conformes sans remarque (opinion D).

1.10 Non-conformité

Constatation d'un non-respect du cadre réglementaire ou des critères essentiels en matière de sécurité. En cas de constatation de plusieurs non-conformités ou remarques d'amélioration pour un même élément, celles-ci pourront être groupées en une seule et unique non-conformité mais avec une opinion plus contraignante.

Lors de la constatation d'une répétition continue d'une même non-conformité lors de plusieurs actions de surveillance, celle-ci pourra être classée aussi en une nouvelle non-conformité mais avec une opinion plus contraignante.



2. Objet et champ d'application

Le présent document a pour objet la mise en œuvre des activités de surveillance de l'ACF conformément aux dispositions du Règlement (UE) N° 2018/761.

2.1 Généralités

*Règl. (UE) 2018/761 Article premier - **Objet***

Le présent règlement établit des méthodes de sécurité communes (MSC), visées à l'article 6, paragraphe 1, point c), de la directive (UE) 2016/798, aux fins de la surveillance, par les autorités nationales de sécurité, des activités de gestion de la sécurité des entreprises ferroviaires après la délivrance de certificats de sécurité uniques et des gestionnaires de l'infrastructure après la délivrance d'agréments de sécurité.

L'ACF applique la méthode de sécurité commune prévue au Règlement (UE) N° 2018/761 ainsi que les guides en matière de surveillance de l'EUAR pour surveiller le respect de l'obligation légale, imposée aux entreprises ferroviaires ou aux gestionnaires d'infrastructure, d'appliquer un système de gestion de la sécurité afin de garantir la maîtrise des risques associés à leurs activités, y compris les activités d'entretien, la fourniture de matériel et le recours à des contractants et le cas échéant, pour vérifier l'application du règlement (UE) N° 1078/2012 de la Commission du 16 novembre 2012 concernant une méthode de sécurité commune aux fins du contrôle que doivent exercer les entreprises ferroviaires et les gestionnaires d'infrastructure après l'obtention d'un certificat de sécurité ou d'un agrément de sécurité, ainsi que les entités chargées de l'entretien.

Après la délivrance d'un certificat de sécurité ou d'un agrément de sécurité, l'ACF surveille la continuité de la mise en œuvre du système de gestion de la sécurité (SGS) des entreprises ferroviaires (pour les parties A et B des certificats) et des gestionnaires de l'infrastructure. La surveillance comprend les audits de surveillance, les audits complémentaires, les inspections, les inspections complémentaires, les contrôles et les contrôles complémentaires.

2.2 Périmètre d'application

Le périmètre d'application de la stratégie et du plan de surveillance est valable pour toutes les Entreprises Ferroviaires (EF) titulaires d'un certificat de sécurité luxembourgeois et à toutes les entités agissant en leurs noms.

Le périmètre d'application de la stratégie et du plan de surveillance est valable pour le Gestionnaire de l'Infrastructure (GI) du réseau ferré du Grand-Duché de Luxembourg titulaire



d'un agrément de sécurité délivré par le membre du gouvernement luxembourgeois ayant les chemins de fer dans ses attributions.

2.3 Constatations diverses

Dans le cadre des actions de surveillance l'ACF coopère avec les organismes de contrôle et les autorités compétentes respectives pour la sécurité au travail et le respect des temps de travail, de conduite et de repos.

2.4 Coopération avec l'Agence ferroviaire Européenne (EUAR)

Règl. (UE) 2018/761 Annexe I point 5

e) utilise et partage, s'il y a lieu, avec l'Agence agissant en tant qu'organisme de certification de la sécurité ou avec l'autorité nationale de sécurité compétente, dans le cas d'infrastructures transfrontalières, les informations sur les performances du système de gestion de la sécurité recueillies au cours de la surveillance exercée sur les entreprises ferroviaires ou sur les gestionnaires de l'infrastructure, avant de réévaluer la demande de renouvellement ou de mise à jour du certificat de sécurité unique ou de l'agrément de sécurité;

Dans le cadre des tâches assignées à l'ACF par l'article 16 de la Directive (UE) 2016/798, l'ACF coopère avec l'EUAR pour la délivrance des certificats de sécurité uniques en application du Règlement (UE) 2016/796 articles 14 et 38.1 et 3 ainsi que de la Directive (UE) 2016/798 articles 10, 11, 17 et 17, en attendant la transposition en droit national de la Directive (UE) 2016/798 pour le 16 juin 2020.

3. Références réglementaires

3.1 Références légales européennes

Directive 2004/49/CE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant la sécurité des chemins de fer et modifiant la directive 95/18/CE du Conseil concernant les licences des entreprises ferroviaires, ainsi que la directive 2001/14/CE concernant la répartition des capacités d'infrastructure ferroviaire, la tarification de l'infrastructure ferroviaire et la certification en matière de sécurité (directive sur la sécurité ferroviaire) (Article 16, paragraphe 2, point f) [sera abrogée par la Directive 2016/798/UE au 16/06/2020]

Directive 2008/57/CE modifiée du Parlement européen et du conseil du 17 juin 2008 relative à l'interopérabilité du système ferroviaire au sein de la Communauté [sera abrogée par la Directive 2016/797/UE au 16/06/2020]



Règlement (UE) N° 1158/2010 de la Commission du 10 décembre 2010 relatif à une méthode de sécurité commune pour l'évaluation de la conformité aux exigences pour l'obtention de certificats de sécurité ferroviaire (Annexe IV) [sera abrogé par le Règlement délégué 2018/762/UE au 16 juin 2025]

Règlement (UE) N° 1169/2010 de la Commission du 9 décembre 2010 relatif à une méthode de sécurité commune pour l'évaluation de la conformité aux exigences pour l'obtention d'un agrément de sécurité ferroviaire (Annexe III) [sera abrogé par le Règlement délégué 2018/762/UE au 16 juin 2025]

Règlement (UE) N° 1078/2012 de la Commission du 16 novembre 2012 concernant une méthode de sécurité commune aux fins du contrôle que doivent exercer les entreprises ferroviaires et les gestionnaires d'infrastructure après l'obtention d'un certificat de sécurité ou d'un agrément de sécurité, ainsi que les entités chargées de l'entretien.

Règlement (UE) N° 402/2013 de la Commission du 30 avril 2013 concernant la méthode de sécurité commune relative à l'évaluation et à l'appréciation des risques et abrogeant le règlement (CE) n° 352/2009 (version consolidée du 03/08/2015).

Règlement (UE) 2018/761 de la Commission du 16 février 2018 établissant des méthodes de sécurité communes aux fins de la surveillance exercée par les autorités nationales de sécurité après la délivrance d'un certificat de sécurité unique ou d'un agrément de sécurité conformément à la directive (UE) 2016/798 du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (UE) n° 1077/2012 de la Commission

3.2 Références légales nationales

Loi modifiée du 22 juillet 2009 relative à la sécurité ferroviaire Art. 4. b), d), e), g) et k).

Règlement grand-ducal modifié du 1er juin 2010 relatif à l'interopérabilité du système ferroviaire.

3.3 Autres

EN ISO 19011 concernant les lignes directrices pour l'audit des systèmes de management.

Toutes autres dispositions réglementaires relatives à l'interopérabilité et à la sécurité ferroviaire.

4. Principes de surveillance

L'ACF applique les principes fondamentaux de son activité de surveillance qui sont la proportionnalité, la cohérence, une surveillance ciblée, la transparence, la responsabilité et la coopération.

| | | |
|-------------------------------|--|---------------|
| Page 11/35 | Stratégie et prestations de l'ACF en matière de surveillance | GA_ACF_008 |
| Date de création : 23/05/2014 | Validité à partir du 08/09/2019 | Version : 1.4 |



4.1 Principes de surveillance des EF

L'ACF applique les principes de surveillance repris à l'ANNEXE IV du Règl. (UE) N° 1158/2010.

Règl. (UE) 1158/2010 ANNEXE IV - Principes de surveillance après attribution de la partie A ou B d'un certificat

1. Pour la surveillance de la conformité des entreprises ferroviaires visée à l'article 4, paragraphe 1, et à l'article 16, paragraphe 2, point e), de la directive 2004/49/CE, les autorités nationales de sécurité mettent en œuvre les principes suivants. Ces principes s'appliquent dans le cadre des activités de surveillance en général, et aux cas particuliers qui relèvent de ce cadre:

2. Les autorités nationales de sécurité appliquent le principe de proportionnalité entre les mesures d'exécution et le risque. Les mesures prises par une autorité nationale de sécurité pour obtenir une mise en conformité ou pour amener des entreprises ferroviaires à répondre d'un manquement à leurs obligations légales sont proportionnées aux risques pour la sécurité liés à cette non-conformité, ou à sa gravité potentielle, et notamment aux dommages effectifs ou potentiels qui en découlent.

3. Les autorités nationales de sécurité respectent le principe de la cohérence dans leur approche, à savoir qu'une autorité nationale de sécurité doit, dans des circonstances similaires, suivre une approche similaire visant des buts similaires.

4. L'autorité nationale de sécurité axe principalement sa surveillance sur les activités qui comportent selon elle les risques les plus graves ou dans lesquelles les aléas sont le moins bien maîtrisés. À cet effet, l'autorité nationale de sécurité dispose de méthodes et de pouvoirs lui permettant d'évaluer les performances quotidiennes de l'entreprise ferroviaire.

5. Les autorités nationales de sécurité définissent des priorités en vue d'une utilisation efficace de leurs ressources, mais il revient à chaque autorité nationale de sécurité de décider des moyens d'y parvenir. Toute action doit se concentrer sur ceux qui sont responsables du risque et qui sont les mieux placés pour le maîtriser.

6. Les autorités nationales de sécurité appliquent le principe de transparence, afin d'aider les entreprises ferroviaires à comprendre ce que l'on attend d'elles (y compris ce qu'elles doivent ou ne doivent pas faire) et ce qu'elles-mêmes peuvent attendre de leur autorité nationale de sécurité.

7. Les autorités nationales de sécurité sont tenues de rendre compte de leurs décisions conformément à l'article 17, paragraphe 3, de la directive 2004/49/CE. Elles adoptent par conséquent des politiques et des principes par rapport auxquels elles peuvent être évaluées. Elles disposent en outre d'une procédure de réclamation.

8. Les autorités nationales de sécurité adoptent des dispositions de coopération mutuelle afin d'assurer le partage d'informations entre elles et de coordonner leur réaction à toute infraction



en matière de sécurité. Cela est particulièrement important en ce qui concerne la partie B des certificats de sécurité. Les autorités nationales de sécurité adoptent en outre des dispositions de coopération avec d'autres autorités compétentes afin de partager les informations et d'élaborer des approches homogènes sur des aspects qui compromettent la sécurité ferroviaire.

4.2 Principes de surveillance du GI

L'ACF applique les principes de surveillance repris à l'ANNEXE III du Règl. (UE) N° 1169/2010.

Règl. (UE) 1169/2010 ANNEXE III - Principes de surveillance après la délivrance d'un agrément

1. Pour la surveillance de la conformité visée à l'article 4, paragraphe 1, et à l'article 16, paragraphe 2, point e), de la directive 2004/49/CE, les autorités nationales de sécurité mettent en œuvre les principes suivants. Ces principes s'appliquent dans le cadre des activités de surveillance en général, et aux cas particuliers qui relèvent de ce cadre.

2. Les autorités nationales de sécurité appliquent le principe de proportionnalité entre les mesures d'exécution et le risque. Les mesures prises par une autorité nationale de sécurité pour obtenir une mise en conformité ou pour amener des gestionnaires d'infrastructure à répondre d'un manquement à leurs obligations légales sont proportionnées aux risques pour la sécurité liés à cette non-conformité, ou à sa gravité potentielle, et notamment aux dommages effectifs ou potentiels qui en découlent.

3. Les autorités nationales de sécurité respectent le principe de la cohérence dans leur approche, à savoir qu'une autorité nationale de sécurité doit, dans des circonstances similaires, suivre une approche similaire visant des buts similaires.

4. L'autorité nationale de sécurité axe principalement sa surveillance sur les activités qui comportent selon elle les risques les plus graves ou dans lesquelles les aléas sont le moins bien maîtrisés. À cet effet, l'autorité nationale de sécurité dispose de méthodes et de pouvoirs lui permettant d'évaluer les performances quotidiennes du gestionnaire de l'infrastructure en matière de sécurité.

5. Les autorités nationales de sécurité définissent des priorités en vue d'une utilisation efficace de leurs ressources, mais il revient à chaque autorité nationale de sécurité de décider des moyens d'y parvenir. Toute action doit se concentrer sur ceux qui sont responsables du risque et qui sont les mieux placés pour le maîtriser.

Les autorités nationales de sécurité appliquent le principe de transparence, afin d'aider les gestionnaires d'infrastructure à comprendre ce que l'on attend d'eux (y compris ce qu'ils doivent ou ne doivent pas faire) et ce qu'eux-mêmes peuvent attendre de leur autorité nationale de sécurité.



7. Les autorités nationales de sécurité sont tenues de rendre compte de leurs décisions conformément à l'article 17, paragraphe 3, de la directive 2004/49/CE. Elles adoptent par conséquent des politiques et des principes par rapport auxquels elles peuvent être évaluées. Elles disposent en outre d'une procédure de réclamation.

8. Les autorités nationales de sécurité adoptent des dispositions de coopération mutuelle afin d'assurer le partage d'informations entre elles et de coordonner leur réaction à toute infraction en matière de sécurité. Elles adoptent en outre des dispositions de coopération avec d'autres autorités compétentes afin de partager les informations et d'élaborer des approches homogènes sur des aspects qui compromettent la sécurité ferroviaire.

4.3 Principes de surveillance du Centre de formation

Loi du 23 décembre 2016 portant transposition de la refonte du 1er paquet ferroviaire et modifiant la loi modifiée du 22 juillet 2009 relative à la sécurité ferroviaire.

- A tout moment, l'Administration peut prendre les mesures nécessaires pour vérifier si les formateurs remplissent les conditions requises pour l'admission et le maintien aux fonctions qu'ils assurent, telles que prévues par la présente loi et procéder à des enquêtes concernant le respect de la présente loi par les centres de formation exerçant leurs activités sur le territoire national.
- Les contrôles relatifs aux centres de formation, visés à l'article 19^{ter} paragraphe 1er, point 4, sont régulièrement assurés par l'Administration. Les contrôles portent sur l'accès équitable et non discriminatoire de tout postulant aux services de formation ainsi que sur le respect des conditions d'accréditation, la conformité des moyens de mise en œuvre avec les clauses y relatives prévues dans l'accréditation ministérielle et le déroulement correct des formations.

4.4 Principes de surveillance des examinateurs

Article 90 de la loi du 23 décembre 2016 portant transposition de la refonte du 1er paquet ferroviaire et modifiant la loi modifiée du 22 juillet 2009 relative à la sécurité ferroviaire.

- (4) Les examens font l'objet d'un bilan d'examen à délivrer au postulant. Les données intéressant le bilan d'examen sont conservées pendant dix ans par l'examineur par tous moyens et consultables à tout moment par l'Administration, sans préjudice des dispositions de la législation relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.
- (5) A tout moment, l'Administration peut prendre les mesures nécessaires pour vérifier si les examinateurs remplissent les conditions requises aux fonctions qu'ils assurent, telles que prévues par la présente loi, et procéder à des enquêtes concernant le respect de la présente loi par les examinateurs exerçant leurs activités sur le territoire national.



- (6) Les contrôles visés à l'article 19^{decies}, paragraphe 1er, point 4 sont régulièrement assurés par l'Administration. Les contrôles portent sur la réalisation des examens de manière indépendante et impartiale, ainsi que sur le respect des conditions de reconnaissance, la conformité des moyens de mise en œuvre avec les clauses y relatives prévues dans la reconnaissance et le déroulement correct des examens.

L'Administration peut exiger:

1. l'accès à tous les documents utiles;
2. l'adoption d'une procédure selon laquelle certaines informations sont fournies régulièrement;
3. la désignation par elle d'observateurs lors des examens.

5. Stratégie et plans de surveillance

*Règlement (UE) N° 2018/761 Article 3 - **Processus de surveillance***

1. *L'autorité nationale de sécurité applique le processus de surveillance défini I à l'annexe I.*
2. *L'autorité nationale de sécurité établit des modalités ou des procédures internes pour la gestion du processus de surveillance. Annexe I du Règlement (UE) N° 2018/761*
 - a) *collecte et analyse des données/informations provenant de sources diverses pour alimenter la stratégie et le ou les plans de surveillance. Les sources pourraient comprendre des informations recueillies au cours de l'évaluation des systèmes de gestion de la sécurité, des résultats d'activités de surveillance antérieures, des informations provenant d'autorisations concernant des sous-systèmes ou de véhicules, des rapports d'accidents ou des recommandations provenant d'organismes d'enquête nationaux, d'autres rapports ou données concernant des accidents/incidents, des rapports annuels de sécurité d'entreprises ferroviaires ou de gestionnaires de l'infrastructure à l'autorité nationale de sécurité, des rapports annuels d'entretien transmis par des entités chargées de l'entretien, des plaintes émanant de citoyens et d'autres sources pertinentes.)*

L'ACF recense, dans sa stratégie de surveillance, les domaines présentant des risques nécessitant une surveillance ciblée, notamment ceux résultant de l'intégration et de la gestion des facteurs humains et organisationnels, le cas échéant et élabore un ou plusieurs plans de surveillance indiquant de quelle manière elle donnera suite à sa stratégie de surveillance durant le cycle de validité des certificats de sécurité et des agréments de sécurité comme indiqué à l'annexe I du Règl. (UE) 2018/761.

| | | |
|-------------------------------|--|---------------|
| Page 15/35 | Stratégie et prestations de l'ACF en matière de surveillance | GA_ACF_008 |
| Date de création : 23/05/2014 | Validité à partir du 08/09/2019 | Version : 1.4 |



Elle utilise des données/informations provenant de sources diverses pour alimenter la stratégie et le ou les plans de surveillance. Les sources comprennent notamment des informations recueillies au cours de l'évaluation des systèmes de gestion de la sécurité, des résultats d'activités de surveillance antérieures, des informations provenant d'autorisations concernant des sous-systèmes ou de véhicules, des rapports d'accidents ou des recommandations provenant d'organismes d'enquête nationaux, d'autres rapports ou de données concernant des accidents/incidents, des rapports annuels de sécurité d'entreprises ferroviaires ou de gestionnaires d'infrastructures à l'autorité nationale de sécurité, des rapports annuels d'entretien transmis par des entités chargées de l'entretien, des plaintes émanant de citoyens et d'autres sources pertinentes.

Les plans de surveillance peuvent être adaptés en fonction de la situation, d'événements ou de nouvelles dispositions réglementaires et des activités non-programmées (audits, contrôles, inspections...) peuvent être entreprises à tout moment suite à des événements, des informations...

5.1 Plan de surveillance d'un certificat de sécurité

Le plan de surveillance d'un certificat de sécurité s'étend sur la période de validité de 5 ans du certificat de sécurité de l'Entreprise Ferroviaire.

Le plan de surveillance est réalisé par un audit annuel. Les audits sont planifiés avec l'Entreprise Ferroviaire en fonction de la date de délivrance du certificat de sécurité.

Des audits complémentaires intermédiaires peuvent être programmés en fonction de changements significatifs du système de management de la sécurité de l'Entreprise Ferroviaire, de la vérification de la clôture de points bloquants et de changement de la réglementation.

5.2 Plan de surveillance d'un agrément de sécurité

Le plan de surveillance d'un certificat de sécurité s'étend sur la période de validité de 5 ans de l'agrément de sécurité du Gestionnaire de l'Infrastructure.

Le plan de surveillance s'effectue sur base d'un audit. Les audits sont planifiés avec le Gestionnaire de l'Infrastructure en fonction de la date de délivrance de l'agrément de sécurité.

Des audits complémentaires intermédiaires peuvent être programmés en fonction de changements significatifs du système de management de la sécurité du Gestionnaire de l'infrastructure, de la vérification de la clôture de non-conformités et de changement de la réglementation.



6. Mise en œuvre des plans de surveillance

6.1 Surveillance du certificat de sécurité

La mise en œuvre du plan de surveillance du certificat de sécurité de l'Entreprise Ferroviaire correspond à un audit annuel défini sur base de l'importance des activités pour le compte de l'Entreprise Ferroviaire. Le plan de surveillance est établi selon les critères figurant dans annexe 1 et communiqué à l'Entreprise Ferroviaire.

6.2 Surveillance de l'agrément de sécurité

La mise en œuvre du plan de surveillance de l'agrément de sécurité du Gestionnaire de l'Infrastructure correspond à un audit défini sur base de l'importance des activités pour le compte du Gestionnaire de l'Infrastructure. Le plan de surveillance est établi selon les critères figurant dans annexe 1 et communiqué au Gestionnaire de l'infrastructure.

7. Éléments nécessaires à la surveillance

Règl. (UE) 2018/761 Article 5 - Liens entre l'évaluation et la surveillance

1. L'autorité nationale de sécurité qui effectue la surveillance utilise et, s'il y a lieu, partage les informations sur la performance du système de gestion de la sécurité recueillies dans le cadre de ses activités de surveillance aux fins du renouvellement ou de la mise à jour des certificats de sécurité ou des agréments de sécurité.

7.1 Surveillance du certificat de sécurité

Les éléments nécessaires à la réalisation des opérations de surveillance sont notamment:

- Les documents constituant le système de gestion de la sécurité ferroviaire,
- Les informations recueillies au cours de l'évaluation des systèmes de gestion de la sécurité,
- Les résultats des précédentes activités de surveillance,
- Les actions entreprises pour lever les points bloquants,
- Les informations en provenance d'autorisations de mise en service de sous-systèmes ou de véhicules,
- Les rapports d'accidents ou des recommandations du NIB,
- D'autres rapports ou données concernant des accidents/incidents,
- Les rapports annuels de sécurité remis à l'ACF par l'Entreprise Ferroviaire,



- Des rapports annuels de maintenance de la part des entités en charge de la maintenance,
- Les résultats des opérations de contrôle effectuées par l'EF,
- Les résultats des actions de surveillance communes suite à la coopération entre les ANS ;
- Les plaintes de la part du public et d'autres sources pertinentes.

7.2 Surveillance de l'agrément de sécurité

Les éléments nécessaires à la réalisation des opérations de surveillance sont notamment:

- Les documents constituant le système de gestion de la sécurité ferroviaire,
- Les informations recueillies au cours de l'évaluation des systèmes de gestion de la sécurité,
- Les résultats des précédentes activités de surveillance,
- Les actions entreprises pour lever les points bloquants,
- Les informations en provenance d'autorisations de mise en service de sous-systèmes ou de véhicules,
- Les rapports d'accidents ou des recommandations du NIB,
- D'autres rapports ou données concernant des accidents/incidents,
- Les rapports annuels de sécurité remis à l'ACF par le gestionnaire de l'Infrastructure,
- Des rapports annuels de maintenance de la part des entités en charge de la maintenance,
- Les résultats des opérations de contrôle effectuées par le GI,
- Les plaintes de la part du public et d'autres sources pertinentes.

8. Communication de la stratégie et du ou des plans de surveillance

8.1 Communication du processus de surveillance pour l'ensemble de l'activité

Règl. (UE) 2018/761 Annexe I point 1

L'autorité nationale de sécurité met au point un processus structuré et vérifiable pour l'ensemble de l'activité, qui tient compte des éléments indiqués ci-dessous, de façon à garantir que le processus de surveillance est itératif et intègre la nécessité d'une amélioration continue.

L'ACF applique le processus de surveillance comme présenté dans le diagramme figurant dans l'appendice de l'annexe I du Règlement (UE) 2018/761. Ce diagramme est repris dans l'annexe 2 de ce document.



8.2 Communication des objectifs généraux de la stratégie aux EF et GI

Règl. (UE) 2018/761 Annexe I point 3

a) communique les objectifs généraux de la stratégie de surveillance et l'explication générale du ou des plans de surveillance aux entreprises ferroviaires ou aux gestionnaires d'infrastructure concernés et, le cas échéant, de manière plus large à d'autres parties prenantes.

L'ACF communique les objectifs généraux de la stratégie de surveillance et l'explication générale du ou des plans de surveillance aux entreprises ferroviaires ou au gestionnaire d'infrastructure concernés et, le cas échéant, de manière plus large à d'autres parties prenantes du secteur.

Comme objectifs généraux, les audits de surveillance ont le but de vérifier la maturité et la conformité, notamment:

- la mise en œuvre aux différents niveaux par l'EF ou le GI,
- la mise à jour,
- l'efficacité,
- et l'amélioration continue

des conditions de validité du certificat de sécurité pour les EF ou de l'agrément de sécurité pour le GI.

8.3 Communication sur la mise en œuvre et le suivi du ou des plans de surveillance

Règl. (UE) 2018/761 Annexe I point 3

b) fournit aux entreprises ferroviaires ou aux gestionnaires d'infrastructure une explication globale de la manière dont le plan ou les plans de surveillance seront exécutés.

La communication sur la mise en œuvre et le suivi du ou des plan(s) de surveillance comprend notamment:

- l'établissement d'un planning d'audit communiqué au moins un mois à l'avance,
- le nom des participants agissant pour le compte de l'autorité de sécurité,
- un programme de l'opération de surveillance jour par jour (heure et site visité),
- des points particuliers qui seront traités, y compris les résultats des activités antérieures,
- les éléments d'organisation logistiques avec l'EF ou le GI.



9. Réalisation de la stratégie et du ou des plans de surveillance

9.1 Réalisation du ou des plans de surveillance

Règl. (UE) 2018/761 Annexe I point 4

L'autorité nationale de sécurité:

a) donne effet au(x) plan(s).

La réalisation du ou des plans de surveillance a pour objet de vérifier la mise en œuvre et l'efficacité du système de management de la sécurité des EF et du GI par rapport aux référentiels retenus (*Règlements (UE) N° 1158/2010 et N° 1169/2010*), en tenant compte des éléments mentionnés au chapitre 7 ci-devant.

Afin de réaliser les opérations de surveillance, les EF et le GI doivent :

- communiquer à l'équipe d'audit tous les documents et les informations nécessaires à la réalisation de son évaluation,
- permettre l'accès aux installations, au matériel roulant et faciliter les entretiens avec le personnel.

9.2 Rapport d'opération de surveillance et gestion des résultats

Règl. (UE) 2018/761 Annexe I point 4

L'autorité nationale de sécurité:

d) Etaye les résultats de ses activités de surveillance

Pour chaque opération de surveillance un rapport détaillé est établi par l'ACF et il est transmis à l'entité surveillée.

9.3 Critères de décision

Règl. (UE) 2018/761 Article 7 - Critères de décision

1. L'autorité nationale de sécurité définit et publie des critères servant à décider de quelle manière elle évalue l'application correcte d'un système de gestion de la sécurité d'une entreprise ferroviaire ou d'un gestionnaire d'infrastructure et l'efficacité du système de gestion de la sécurité dans le contrôle des risques pour la sécurité liés aux activités de l'entreprise ferroviaire ou du gestionnaire de l'infrastructure.

Ces critères reposent sur des informations concernant la manière dont l'autorité nationale de sécurité gère et traite les cas de non-conformité décelés dans le système de gestion de la sécurité de l'entreprise ferroviaire et du gestionnaire de l'infrastructure.

| | | |
|-------------------------------|--|---------------|
| Page 20/35 | Stratégie et prestations de l'ACF en matière de surveillance | GA_ACF_008 |
| Date de création : 23/05/2014 | Validité à partir du 08/09/2019 | Version : 1.4 |



Règl. (UE) 2018/761 Annexe I point 4

b) prend une ou plusieurs mesures proportionnées afin de pallier un manquement d'une entreprise ferroviaire ou d'un gestionnaire de l'infrastructure à ses obligations légales, notamment en émettant des alertes urgentes concernant la sécurité et en appliquant des mesures de sécurité temporaires lorsque cela est nécessaire.

Au cours de l'opération de surveillance, chaque élément audité donne lieu à une évaluation de la part de l'ACF. Les observations constatées selon point 1.9 sont classées en cinq niveaux de conformité :

| Conclusion | Opinion sur la conformité | Explication |
|------------|---------------------------|--|
| A | Non-conformité bloquante | Elément bloquant ne répondant pas de manière satisfaisante aux exigences légales et / ou réglementaires et ayant un impact <u>grave</u> sur la sécurité ferroviaire. |
| B | Non-conformité majeure | Elément non-bloquant ayant un impact direct sur la sécurité ferroviaire et faisant l'objet d'une mise en conformité dans un délai défini. |
| C | Non-conformité mineure | Elément non-bloquant n'ayant pas un impact direct sur la sécurité ferroviaire et pouvant faire l'objet d'une amélioration dans un délai défini. |
| CD | Remarque | Elément validé faisant l'objet d'une remarque d'amélioration et demandant un plan d'action du surveillé |
| D | Aucune observation | Conforme. Point validé sans remarque. |

Les non-conformités sont analysées avec le représentant du surveillé qui peut alors apporter des éléments complémentaires ou proposer des mesures immédiates, pouvant permettre dans un contexte plus global de reclasser l'observation dans une autre catégorie.

Si l'écart est maintenu, la non-conformité est alors formalisée dans une fiche de non-conformité :

- En cas de points bloquants, l'ACF exige au surveillé des mesures immédiates pour que des situations dangereuses ne se produisent ou ne se reproduisent. L'ACF peut accorder exceptionnellement un délai de maximum 10 jours ouvrables afin d'éliminer l'écart. Ce délai



dépassé sans que l'ACF ait reçu de preuves de mesures y remédiant, elle entame des procédures pouvant aboutir à la suspension du certificat ou de l'agrément de sécurité.

- Pour un point non-bloquant, l'ACF accorde un délai pour y remédier. Ce délai dépassé, sans que l'ACF n'ait reçu de preuves de mesures y remédiant, elle peut entamer des procédures pouvant aboutir à la suspension du certificat ou de l'agrément de sécurité.
- Au cours de l'opération de surveillance il peut s'avérer que plusieurs non-conformités apparaissent pour un même élément. De commun accord avec le surveillé, ces non-conformités peuvent d'être regroupées dans une seule non-conformité mais avec un niveau plus contraignant (plusieurs CD → un C ou plusieurs C → un B).

La fiche de non-conformité est remise au représentant du surveillé à la fin de l'activité de surveillance. Elle est signée par les agents ayant exécuté l'opération de surveillance et par le représentant du surveillé.

Dès cet instant, les EF ou le GI doivent engager des actions correctives (plans d'action) pour solutionner les points A, B, C et CD. Les auditeurs de l'ACF doivent se prononcer sur la recevabilité des actions correctives que les EF ou le GI proposent d'engager (voir 9.4).

Les non-conformités et remarques, catégorisées en A, B, C et CD et dont les fiches de non-conformités et les fiches de remarques sont annexées au rapport de l'opération de surveillance et doivent toujours répondre aux 3 critères suivants :

- Etre objectives et motivées par le non-respect d'une exigence du référentiel réglementaire ou d'une disposition prévue dans le SGS de l'EF ou du GI.
- Etre fondées sur des faits et en aucun cas sur des présomptions.
- Etre justifiées (à la fin de l'activité de surveillance et en présence du surveillé).

Les résultats des opérations de surveillance sont consignés et remis à l'EF ou au GI.

Le rapport reprend notamment les éléments suivants :

- Dates
- Auditeurs
- Périmètre de l'opération de surveillance
- Personnes auditées
- Processus audités
- Points forts et les non-conformités

Les points bloquants sont documentés et analysés avec les responsables de l'EF ou du GI.



9.4 Evaluer l'adéquation de tout plan d'action développé et mis en œuvre pour remédier à toute non-conformité.

Règl. (UE) 2018/761 Annexe I point 4

c) évalue dans quelle mesure une entreprise ferroviaire ou un gestionnaire d'infrastructure a élaboré et mis en œuvre un ou plusieurs plans d'action adéquats pour remédier à tout manquement ou à toute préoccupation résiduelle dans un laps de temps déterminé.

L'ACF évalue dans quelle mesure une EF ou un GI a élaboré et mis en œuvre un ou plusieurs plans d'action adéquats pour remédier aux non-conformités et aux remarques d'amélioration dans le laps de temps défini par l'ACF.

Les fiches de non-conformités et des remarques d'amélioration, complétées des plans d'action par l'entreprise, sont retournées à l'ACF. Il existe plusieurs actions correctives :

- Action corrective mise en œuvre pendant l'opération de surveillance.
- Action corrective pouvant être couverte par une preuve documentaire de l'EF ou du GI. Dans ce cas la non-conformité est clôturée par l'ACF.
- Action corrective dont la mise en œuvre doit être constatée sur place. L'opération de surveillance complémentaire est proposée à l'EF ou au GI. Les dispositions prises pour la résolution des écarts sont vérifiées sur le terrain par le responsable de l'opération de surveillance avant de clôturer la non-conformité.

Le plan d'action corrective doit être mis en œuvre par l'EF ou le GI dans un délai fixé par l'ACF, à compter de la réunion de clôture de l'opération de surveillance. Si ce délai n'est pas respecté, l'ACF entame des procédures pouvant aboutir à la suspension du certificat ou de l'agrément de sécurité.

10. Résultats des activités de surveillance

Règlement (UE) N° 2018/761 Annexe I point 5 - Résultats des activités de surveillance

10.1 Vérification de l'efficacité du système de gestion de la sécurité

Règl. (UE) 2018/761 Annexe I point 5

a) partage avec l'entreprise ferroviaire ou le gestionnaire d'infrastructure concerné les résultats de ses activités de surveillance, notamment en déterminant les domaines faisant l'objet d'un manquement de la part du gestionnaire d'infrastructure ou de l'entreprise ferroviaire et en recensant tous les domaines où de bonnes pratiques peuvent favoriser une amélioration continue,

| | | |
|-------------------------------|--|---------------|
| Page 23/35 | Stratégie et prestations de l'ACF en matière de surveillance | GA_ACF_008 |
| Date de création : 23/05/2014 | Validité à partir du 08/09/2019 | Version : 1.4 |



f) prend, le cas échéant, toute mesure d'exécution, détermine s'il y a lieu de restreindre ou de retirer le certificat de sécurité unique ou l'agrément de sécurité et, dans les cas où elle n'est pas responsable de la délivrance du certificat de sécurité unique ou de l'agrément de sécurité, informe en conséquence l'autorité compétente.

L'ACF partage avec l'entreprise ferroviaire ou le gestionnaire d'infrastructure concerné les résultats indiquant si leur système de gestion de la sécurité est efficace pour assurer le niveau de sécurité, notamment en déterminant les domaines faisant l'objet d'un manquement de la part de l'entreprise ferroviaire ou du gestionnaire d'infrastructure.

En cas de manquement, ayant un impact majeur sur la sécurité ferroviaire, l'ACF communique ces éléments à l'autorité compétente de la délivrance du certificat de sécurité ou de l'agrément de sécurité.

10.2 Publication de la performance globale de sécurité et sur l'efficacité du cadre réglementaire de la sécurité

Règl. (UE) 2018/761 Annexe I point 5

b) possède une vue d'ensemble du niveau de sécurité de chaque entreprise ferroviaire ou gestionnaire d'infrastructure exerçant ses activités dans l'État membre dont elle relève;

c) publie et communique aux parties intéressées son opinion sur le niveau de sécurité général dans l'État membre;

d) publie et communique aux parties intéressées son opinion sur l'efficacité du cadre réglementaire en matière de sécurité.

L'ACF possède grâce

- à l'évaluation des demandes de certificat de sécurité, d'agrément de sécurité et d'autorisation de mise en service,
- aux opérations de surveillance,
- et aux rapports annuels de sécurité des EF et GI, y compris les indicateurs de sécurité communs (ISC)

une vue globale du niveau de sécurité de chaque entreprise ferroviaire et du gestionnaire d'infrastructure opérant sur le réseau ferré du Grand-Duché de Luxembourg.

Elle publie dans son rapport annuel de sécurité ses conclusions:

- sur le niveau de sécurité général du secteur ferroviaire luxembourgeois
- et sur l'efficacité du cadre réglementaire en matière de sécurité ferroviaire



11. Réexamen des activités de surveillance

*Règl. (UE) 2018/761 Annexe I point 6 – Réexamen des activités de **de surveillance***

À intervalles réguliers et sur la base des informations collectées et de l'expérience tirée dans le cadre des activités de surveillance, ainsi que des performances en matière de sécurité au niveau tant individuel que des Etats membres, l'autorité nationale de sécurité:

L'ACF revoit régulièrement la stratégie et le ou les plans de surveillance en tenant compte de l'expérience acquise, en utilisant les informations collectées et les résultats de la surveillance.

Basée sur l'expérience acquise durant les activités de surveillance, l'ACF procède, à intervalles réguliers, au moins une fois par an à une revue des activités de surveillance. Cette revue de surveillance permet de s'assurer que la stratégie et le ou les plans de surveillance demeurent pertinents, adéquats et efficaces. Cette revue doit comprendre l'évaluation des opportunités d'amélioration et du besoin de les modifier.

11.1 Données d'entrée de la revue

Règl. (UE) 2018/761 Annexe I point 6

a) procède à un réexamen du ou des plans de surveillance afin de vérifier que l'activité ciblée initiale, l'utilisation des données/ informations provenant de sources diverses, les résultats de la surveillance et l'allocation des ressources sont appropriés, en modifiant les priorités selon les besoins;

Les éléments d'entrée de la revue des activités de surveillance se basent notamment sur :

- Les résultats des opérations de surveillance.
- Les retours d'informations des parties prenantes.
- La conformité réglementaire de ce manuel « stratégie de surveillance ».
- L'état des actions préventives et correctives des surveillés.

11.2 Résultats de la revue

Règl. UE 2018/761 Annexe I point 6

b) révisé le ou les plans, si nécessaire, et examine l'incidence de ces modifications sur la stratégie de surveillance.

| | | |
|-------------------------------|--|---------------|
| Page 25/35 | Stratégie et prestations de l'ACF en matière de surveillance | GA_ACF_008 |
| Date de création : 23/05/2014 | Validité à partir du 08/09/2019 | Version : 1.4 |



Les résultats de la revue des activités de surveillance comprennent notamment les décisions et les actions relatives :

- A l'amélioration de l'efficacité des activités de surveillance.
- Aux besoins en ressources.
- Aux besoins d'adapter la stratégie de surveillance.
- Aux besoins d'adapter le ou les plans de surveillance.

11.3 Communication à l'Etat membre

Règl. (UE) 2018/761 Annexe I point 6

c) quand cela est nécessaire, fait connaître son opinion à l'État membre dont elle relève et lui soumet des propositions en vue de remédier aux faiblesses éventuelles du cadre réglementaire en matière de sécurité.

Par le biais du rapport annuel, l'ACF renseigne le membre du gouvernement luxembourgeois, ayant les chemins de fer dans ses attributions, sur le niveau de sécurité global du secteur ferroviaire luxembourgeois. Le cas échéant elle lui soumet des propositions en vue de remédier aux faiblesses éventuelles du cadre réglementaire en matière de sécurité.

12. Méthodes de surveillance

12.1 Techniques utilisées pour exercer la surveillance

*Règl. (UE) 2018/761 Article 4 - **Techniques de surveillance***

L'autorité nationale de sécurité adopte des techniques adaptées, telles que des audits et des inspections, et choisissent les plus appropriées lors de la planification des activités de surveillance.

L'ACF adopte des techniques aux fins des activités de surveillance. Ces techniques comprennent notamment :

- des entretiens avec des personnes à différents niveaux dans l'organisation d'une EF ou du GI,
- l'examen de documents et de dossier relatifs au système de gestion de la sécurité ou d'un sous-système,
- l'examen des résultats obtenus et mis en lumière par des audits, inspections et contrôles.



L'ACF veille à ce que ses activités de surveillance comprennent notamment la vérification :

- de l'efficacité du système de gestion de la sécurité,
- de l'efficacité des composants isolés ou des éléments partiels du système de gestion de la sécurité, notamment les activités opérationnelles,
- de la conformité des sous-systèmes par rapport aux référentiels applicables,
- du respect du cadre réglementaire applicable.

12.2 Les auditeurs ACF

*Règl. (UE) 2018/761 Article 6 - **Compétence du personnel chargé de la surveillance***

1. Les autorités nationales de sécurité veillent à ce que le personnel chargé de la surveillance ait les compétences suivantes:

- a) connaissance du cadre réglementaire applicable à la surveillance;*
- b) connaissance du fonctionnement du système ferroviaire;*
- c) niveau approprié d'analyse critique;*
- d) expérience dans la surveillance d'un système de gestion de la sécurité ou d'un système similaire dans le secteur ferroviaire, ou d'un système de gestion de la sécurité dans un secteur confronté à des défis opérationnels et techniques équivalents;*
- e) connaissances et expérience en matière de conduite d'entretiens;*
- f) résolution de problèmes, communication et travail en équipe.*

2. Dans le cas d'un travail en équipe, les compétences peuvent être partagées entre les membres de l'équipe.

3. En vue d'assurer l'application correcte du paragraphe 1, les autorités nationales de sécurité mettent en place un système de gestion des compétences qui comprend notamment les éléments suivants:

- a) le développement des profils de compétences pour chaque poste, position ou rôle;*
- b) le recrutement de personnel en fonction des profils de compétences;*
- c) l'entretien, le développement et l'évaluation des compétences du personnel en fonction des profils de compétences.*

Les activités de surveillance sont menées par une équipe de surveillance, composée d'un responsable d'équipe et d'experts techniques. Lorsqu'il n'y a qu'un seul auditeur, il remplira toutes les fonctions applicables.



Le responsable d'équipe est nommé parmi les auditeurs de l'ACF, qualifiés conformément aux exigences de la norme EN ISO 19011.

L'ACF assure que tout intervenant de l'équipe de surveillance dispose d'une compétence ou dans le domaine de la pratique de l'audit ou dans le domaine audité, respectivement dans les deux.

L'agent ayant la surveillance sous ses responsabilités veille à ce que chaque auditeur et les responsables d'équipe d'audit augmentent leurs compétences de façon continue. Selon besoin il peut proposer des formations continues afin de maintenir et d'améliorer le savoir-faire des auditeurs.

12.3 Procédure de surveillance

La procédure de surveillance est un document à part dont une copie est reprise en annexe 2 et qui est composée de deux parties :

- flow chart (logigramme) reprenant les différentes étapes de la procédure de surveillance
- description détaillée des actions ACF.

12.4 Confidentialité et non-conflit d'intérêt des auditeurs ACF

Toute personne engagée dans des activités de surveillance pour le compte de l'ACF traite de façon strictement confidentielle toute information et tout document dont elle prend connaissance.

En accord avec la Direction de l'ACF, ayant établi la lettre de mission de l'auditeur, l'obligation de confidentialité peut être levée dans les cas suivants :

- Risque imminent pour la sécurité ferroviaire.
- Recours juridique.
- Après accord écrit donné par l'EF ou le GI.

12.5 Coordination et coopération

*Règl. (UE) 1077/2012 Article 8 - **Coordination et coopération (valable jusqu'au 16/06/2020)***

1. Les autorités nationales de sécurité chargées de la surveillance d'une entreprise ferroviaire exerçant ses activités dans plusieurs États membres coordonnent leur approche en matière de surveillance afin d'assurer que le système de gestion de la sécurité de l'entreprise ferroviaire est efficace et couvre toutes les activités pertinentes. Les activités de coordination impliquent de convenir des informations à partager entre les autorités nationales de sécurité afin de garantir une approche commune de la surveillance de l'entreprise ferroviaire concernée. Elles



consistent aussi à partager des informations sur la stratégie et sur le ou les plans de surveillance des autorités nationales de sécurité concernées, notamment les résultats pertinents, afin de permettre une approche commune en cas de manquement.

2. Les autorités nationales de sécurité établissent des dispositions de coopération avec des organismes d'enquête nationaux, avec des organismes de certification des entités chargées de l'entretien et avec d'autres autorités compétentes afin de partager les informations et de coordonner leur réaction en cas de non- respect du cadre réglementaire en matière de sécurité.

Pour les EF exerçant des activités dans plusieurs États membres, des dispositions de coopération et de coordination sont établies entre l'ACF et les autorités nationales de sécurité concernées. Ces activités impliquent pour les ANS concernées :

- de traiter, dans la stratégie et dans le(s) plan(s) de surveillance, toutes les questions relatives aux activités ou infrastructures transfrontalières au moyen d'une coordination avec l'autre ou les autres autorités nationales concernées ;
- de s'assurer que le système de gestion de sécurité de l'EF est efficace et couvre toutes les activités pertinentes,
- de partager les informations afin de garantir une approche commune de la surveillance de l'EF concernée,
- de partager les résultats pertinents, afin de permettre une approche commune en cas de manquement de l'EF concernée.

Des auditeurs des autorités de sécurité étrangères peuvent s'associer aux auditeurs de l'ACF dans le cadre de la surveillance des procédures transfrontalières. Les EF et le GI seront informés au préalable de cette participation et ils sont tenus d'accepter la présence de ces auditeurs d'autres autorités de sécurité.

En cas d'intérêt commun, l'ACF coopère avec l'Administration des Enquêtes Techniques, avec des organismes de certification des entités chargées de l'entretien et avec d'autres autorités que l'ACF juge utile de coopérer, afin de partager les informations et de coordonner les réactions en cas de non-respect du cadre réglementaire en matière de sécurité.

12.6 Traitement des recours du GI et des EF

Règl. (UE) 2018/761 Article 7 - Critères de décision

2. L'autorité nationale de sécurité adopte et publie une procédure précisant de quelle manière les entreprises ferroviaires, les gestionnaires d'infrastructure et d'autres parties intéressées peuvent présenter une réclamation contre des décisions prises dans le cadre des activités de surveillance.



Bien que la procédure décrivant les opérations de surveillance selon le Règlement (UE) 2018/761 (voir annexe 2) ne prévoient pas la possibilité d'une réclamation du supervisé, une réclamation dûment justifiée, doit être envoyée par courrier postale à l'ACF dans un délai de 10 jours ouvrables partant de la date d'établissement de la fiche de non-conformité ou de la remarque d'amélioration.

Les recours des supervisés sont traités par l'ACF qui procède à une évaluation des recours. Les conclusions de l'ACF sont envoyées au requérant et feront partie intégrante des rapports finaux.

Au cas où le supervisé n'est pas d'accord avec la décision de l'ACF, il pourra déposer une nouvelle réclamation dûment justifiée par courrier postale au Ministre de tutelle dans un délai de 15 jours ouvrables partant de la date d'établissement de la décision de l'ACF.

Une analyse des réclamations est réalisée périodiquement en interne à l'ACF afin de définir si des actions correctives ou préventives supplémentaires doivent être mises en place au niveau de la surveillance.



Annexe 1 : Critères d'établissement du ou des plans de surveillance

Les Audits

- **Les Audits des EF**

Les critères d'évaluation des Annexes II (certificat A) et III (certificat B) du règlement (UE) N° 1158/2010 relatif à une méthode de sécurité commune pour l'évaluation de la conformité aux exigences pour l'obtention d'un certificat de sécurité ferroviaire, ainsi que les procédures et documents établis par les EF pour suffire aux critères sont les bases de l'audit.

L'Annexe II (certificat A) comporte 19 catégories de critères d'évaluation.

L'Annexe III (certificat B) comporte 3 catégories de critères d'évaluation.

Critères pour les EF ayant les parties A et B du certificat de sécurité émanant de l'autorité compétente luxembourgeoise:

Chaque catégorie et chaque critère est à auditer au moins 1 fois pendant la période de validité du certificat.

La durée de validité des certificats A et B est de 5 ans, il en résulte 5 Audits par période de validité.

Le choix détaillé des catégories à auditer dépend de l'analyse sur base du point 7.1.

S'ajoute à ces prestations le cas échéant un audit de suivi pour vérifier la mise en conformité des non-conformités par l'EF concernée.

Critères pour les EF n'ayant que la partie B du certificat de sécurité luxembourgeois :

Chaque catégorie et chaque critère sont à auditer au moins 1 fois pendant la période de validité du certificat.

La durée de validité du certificat B est de 5 ans, il en résulte 5 Audits par période de validité.

En divisant le nombre des catégories de critères d'évaluation (3) par 4, il est proposé d'auditer 1 catégorie par an par EF ayant un certificat B. Le choix détaillé de la catégorie à auditer dépend de l'analyse sur base du point 7.1.

S'ajoute à ces prestations le cas échéant un audit de suivi pour vérifier la mise en conformité des non-conformités par l'EF concernée.



- **Les Audits du GI :**

Les critères d'évaluation de l'Annexes II du règlement (UE) N° 1169/2010 relatif à une méthode de sécurité commune pour l'évaluation de la conformité aux exigences pour l'obtention d'un agrément de sécurité ferroviaire, ainsi que les procédures et documents établis par le GI pour suffire aux critères sont les bases de l'audit.

L'Annexe II comporte 23 catégories de critères d'évaluation.

Critères pour le GI :

Chaque catégorie et chaque critère sont à auditer au moins 1 fois pendant la période de validité du certificat

La durée de validité de l'agrément est de 5 ans, il en résulte 5 Audits par période de validité.

Le choix détaillé des catégories à auditer dépend de l'analyse sur base du point 7.2. S'ajoute à ces prestations le cas échéant un audit de suivi pour vérifier la mise en conformité des non-conformités par le GI. Vu que le GI assure à côté des prestations propres au GI, également des prestations d'Utilisateurs d'Infrastructure comme par exemple la formation et la conduite de trains, ces prestations sont aussi à considérer dans le plan de surveillance.

- **Les Audits des Centres de Formation et des Examineurs**

Les audits sont basés sur :

- Les points à évaluer selon le chapitre 6 et l'annexe I de la Loi modifiée du 22 juillet 2009 relative à la sécurité ferroviaire (cf. Loi du 23/12/2016), transposition de la Décision de la Commission N° 2011/765/UE concernant les critères de reconnaissance des centres de formation dispensant des formations de conducteur de train, les critères de reconnaissance des examinateurs chargés d'évaluer les conducteurs de train et les critères relatifs à l'organisation des examens conformément à la directive 2007/59/CE du Parlement européen et du Conseil.
- Les articles 18 à 23 de la Recommandation 2011/766/UE relative à la procédure de reconnaissance des centres de formations et des examinateurs chargés d'évaluer les conducteurs de train conformément à la directive 2007/59/CE du Parlement européen et du Conseil.
- Les articles 26, 27 et 29 de la Directive 2007/59/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2007 relative à la certification des conducteurs de train assurant la conduite de locomotives et de trains sur le système ferroviaire dans la Communauté
- Les procédures et documents établis par le Centre de Formation pour suffire aux critères sont les bases de l'audit.



Critères pour les Centres de Formation :

Chaque critère est à auditer au moins 1 fois pendant la période de validité de la reconnaissance.

La durée de validité de la reconnaissance est de 5 ans, il en résulte 5 audits par période de validité.

Le choix détaillé des catégories à auditer dépend de l'analyse de l'audit précédent ainsi que du respect des obligations légales.

Comme le périmètre de l'audit est très restreint (p. ex suspension ou retrait de la reconnaissance), il n'a pas lieu de prévoir d'office un audit de suivi.

Critères pour les Examineurs :

Chaque examinateur est à auditer au moins 1 fois pendant la période de validité de la reconnaissance qui est limitée à 5 ans.

Comme le périmètre de l'audit est très restreint (p. ex suspension ou retrait de l'attestation de reconnaissance), il n'a pas lieu de prévoir d'office un audit de suivi.

Les Inspections

Afin d'évaluer le nombre des inspections, les critères d'estimation sont fixés comme suit. Ils peuvent être adaptés durant l'année en cours en fonction des besoins et priorités sur le terrain :

- **Les Inspections des EF**

Critères pour les EF ayant les parties A et B du certificat de sécurité émanant de l'autorité compétente luxembourgeoise:

L'estimation est basée sur 6 inspections par an et par EF ayant un certificat A et B luxembourgeois.

Critères pour les EF n'ayant qu'un certificat B luxembourgeois :

L'estimation est basée sur 2 inspections par an et par EF ayant un certificat B luxembourgeois.

- **Les Inspections du GI**

Critères pour le GI :

L'estimation est basée sur 8 inspections par an (le nombre d'inspections est augmenté de 2 inspections vu que le GI assure à côté des prestations propres au GI, également des prestations d'Utilisateurs d'Infrastructure comme par exemple la formation et la conduite de trains).



- **Les Inspections des Centres de Formation**

Critères pour les Centres de Formation :

En cas de manquements constatés lors de l'audit d'un Centre de Formation reconnu, une inspection dédiée pourra être exécutée comme action de suivi.

- **Les Inspections des Examineurs**

Critères pour les Examineurs :

En cas de manquement constaté lors de l'audit d'un examinateur, une inspection dédiée pourra être exécutée comme action de suivi.

Les Contrôles

Les contrôles sont réalisés par les responsables (gestionnaires) des dossiers de demande d'autorisation de mise en service (sous-systèmes, matériel roulant et infrastructure).

Ils nécessitent une connaissance approfondie du dossier (points faibles, points critiques, points ouverts, ...).

Pour chaque contrôle, un rapport de contrôle est établi.

Les contrôles sont à réaliser en fonction des demandes de mise en service et les prestations ACF varient d'un projet à l'autre. Ces variations peuvent être importantes, elles résultent de la variabilité de complexité des sous-systèmes (infrastructure, énergie, contrôle-commande et signalisation au sol, contrôle-commande et signalisation à bord, matériel roulant, ...)



Annexe 2 : Processus de surveillance

